



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article85>

Société civile

Enjeux de la Gouvernance dans la Mauritanie d'après Transition

- Z - Archives - Présidentielle 2007 - Société civile -



Date de mise en ligne : lundi 5 mars 2007

Union des Forces de Progrès

L'ICC (Initiative pour un changement citoyen), le FONADH, le FAC (Forum pour une alternative citoyenne), la Coalition Mauritanie PCQVP (publiez ce que vous payez) et ADAGE Développement et Gouvernance ont organisé du 03 au 04 mars un forum sur les enjeux de la gouvernance dans la Mauritanie de l'après Transition. Gouvernance Afrique et ECDPM, partenaire d'Adage ont collaboré à l'organisation de ce forum.

« Identifier les enjeux et les priorités en matière de gouvernance pour l'après Transition et formaliser les priorités de la société civile pour l'amélioration de cette gouvernance. » Sont, entre autres, les objectifs du forum selon Zakria Ould Amar, Directeur Associé d'ADAGE.



La première communication du Forum « Enjeux de la refondation de la gouvernance, perspectives régionales » a été présentée par Ousmane Sy, coordinateur de l'Alliance pour la Refondation de la Gouvernance en Afrique.

<« Importantes ressources naturelles, jeunesse de la population, capital social vivace, évolution politique depuis 15 ans avec quelques alternances démocratiques, médias libres, société civile dynamiques...» Sont, selon Monsieur Sy, des atouts pour l'Afrique. Le paradoxe, pour lui, est que malgré ces atouts et une évolution favorable, la crise dans le continent paraît sans issue. Une crise qui se manifeste par une paupérisation d'une majorité d'Africains, par des inégalités qui se creusent, par des conflits liés aux exclusions et revendications identitaires, une marginalisation croissante de l'Afrique qui représente moins de 2% du commerce mondial. Raisons de ce paradoxe selon Ousmane Sy : l'inadéquation des modèles de gouvernance qui se manifeste par une société qui, au quotidien, fonctionne hors des institutions. Les perspectives de solutions résident, selon Ousmane Sy, dans la refondation de l'Etat, la décentralisation pour casser les monopoles du centre. Il a donné l'exemple de son pays, le Mali où plus de 80% des ressources étaient concentrées dans la capitale, Bamako. Le Pr Yarba Targa a lui, présenté une communication sur « la refondation de l'Etat par le local » en s'appuyant sur l'exemple de son pays, le Burkina Faso. La parole a été ensuite donnée à Moctar El Hacem (BM), Cecile Molinier (PNUD) et Jean Eric Paquet (UE) représentants de bailleurs de fonds. .

Il a été présenté aux participants au forum, « une analyse du diagnostic de la situation de la gouvernance en Mauritanie. » Cette « analyse » a été suivie de plusieurs interventions :

Isselmou Ould Hanefi, Représentant du candidat Mohamed Khouna Ould Haidalla

« La culture du vol »

« Le principal problème de la gouvernance en Mauritanie, c'est la culture du vol. Cette culture qui veut que le meilleur soit celui qui vole, a contribué à la déliquescence de l'Etat. Pour résoudre le problème de la gouvernance, il faut une nouvelle classe politique qui n'a pas tiré profit de cette culture. »

Kane Hamidou Baba, Représentant du Candidat Ahmed Ould Daddah

« La volonté politique est essentielle »

Dans nos pays, a dit le premier vice-président du RFD, c'est le politique qui détermine l'économie. Il a cité l'exemple de l'Etat, principal employeur. Pour une bonne gouvernance, « la volonté politique est essentielle » A-dit Kane Hamidou Baba. Il a égratigné les bailleurs de fonds, qui, selon lui, ont une part de responsabilité dans la falsification des statistiques dont s'était rendu coupable le régime déchu. Selon lui, « une analyse sérieuse de ces données par les bailleurs aurait révélé ces falsifications » J'espère, a dit Kane Hamidou Baba qu'ils (les bailleurs de fonds) ne feront pas la même chose avec les futures autorités.

Boubacar Ould Messaoud Président de SOS Esclaves

« L'Etat mauritanien a toujours été monopolisé... »

L'Etat mauritanien a toujours été un outil monopolisé par certains et leurs semblables. Pour construire la Mauritanie, il faut discuter de tout : l'esclavage, le passif humanitaire et l'impunité. Ce sont des sujets qui concernent tous les citoyens. Il faut les prendre en charge. Certains disent que l'esclavage se limite aux cas isolés. Ce qui est rare, ce n'est pas l'esclavage, ce sont les plaintes contre cette pratique. Par rapport à la résolution de tous ces problèmes, c'est après la transition que nous allons voir si nous sommes sincères.

Isselmou Ould Abdel Kader, ex ministre

« Nivelier les inégalités »

Isselmou Ould Abdel Kader a situé la gouvernance à deux niveaux. Il y a d'abord la macro-gouvernance qui nécessite des arbitrages de l'Etat entre plusieurs impératifs. Arbitrage entre le libéralisme et la mission régulatrice de cet Etat, arbitrage entre décentralisation et aboutissement nécessaire de la genèse d'un Etat et arbitrage entre le développement d'une société nouvelle et la conservation des ressorts de la société traditionnelle. La micro-gouvernance, pour Isselmou Oud Abdel Kader, c'est le nivellement des inégalités. Il a d'abord cité l'esclavage qui existe encore et a laissé sur la route des couches sociales. » Isselmou Ould Abdel Kader a ensuite fait état d'une inégalité ethnique en ces termes « Aujourd'hui, en Mauritanie, les Halpoular, les Wolofs et les Soninké sont plus pauvres que les arabes. » Il a cité l'exemple des éleveurs peuls spoliés de leur bétail. En 1989, selon Ould Abdel Kader, 79 000 têtes de bovins arrachées aux peuls expulsés sont, en une seule journée, arrivées à la SOME COB (société mauritanienne de commercialisation du bétail). La troisième inégalité, c'est l'important déséquilibre dans la répartition des richesses entre régions du pays. De Diouk à Fassala, selon Ould Abdel Kader, « existe une autre Mauritanie ne disposant quasiment pas de forage. » Même les bailleurs de fonds selon Ould Abdel Kader, « ne veulent pas aller au-delà d'Aioun ou le seul projet existant est le PGRNP (projet de gestion des ressources naturelles en milieu pluvial) » Le gouvernement de la Mauritanie d'après transition doit, selon lui, « nivelier ces inégalités avec, entre autres, un programme spécial de rattrapage économique différent de ce que fait actuellement le CDHLCPI. »
Khalilou Diagana Khalioubi@yahoo.fr

Enjeux de la Gouvernance dans la Mauritanie d'après Transition

Encadré Trois grands chantiers Instaurer le respect des droits humains dans un esprit de réconciliation, refonder l'Etat et renforcer l'action citoyenne sont les trois grands chantiers de l'après transition proposés par les participants au forum. Pour l'avenir, ils en ont appelé à la réflexion sur un projet de société pour la Mauritanie de 2020